



FISCALITÉ DES ENTREPRISES DANS L'ÈRE NUMÉRIQUE

TRAVAUX EN COURS

Séverine BARANGER

Conseillère, Cabinet du Directeur
OCDE – Centre de politique et d'administrations fiscales



Agenda

Génèse

Quels défis
fiscaux?

Quelle
solution?

Où en est-
on?

Prochaines
étapes



Génèse: les principaux chantiers en fiscalité internationale

2010-...

Transparence fiscale: fin du secret bancaire

Travaux sur l'imposition des multinationales

2012-...

- Plan d'action pour lutter contre l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (BEPS)

2015-...

- Relever les défis fiscaux posés par l'économie numérique



Transparence fiscale: résultats en chiffres

10 ans après la mise en place du Forum Mondial

- **160** membres
- Plus de secret bancaire à des fins fiscales
- **95** juridictions ont échangé automatiquement en 2019
- **6 100 relations d'échanges** en 2019
- Près de **102 milliards d'euros d'impôts** supplémentaires ont été identifiés grâce à des programmes de déclaration volontaire et des investigations
- Informations sur **47 millions de comptes bancaires** représentant **5 trillions d'euros**.



Les travaux de l'OCDE sur l'imposition des multinationales

2015 Projet BEPS (15 Actions)

4 Standards Minimums
(évaluations par les pairs)

137 membres du Cadre Inclusif sur BEPS

Réévaluation des standards en 2020

Numérisation de l'économie

Pas de solution en 2015
(Action 1)

Mandat du G20 en 2017

Rapport intérimaire de 2018

2019: accélération de l'agenda fiscal international



Bilan des examens par les pairs (janvier 2020)

Action 5 – Pratiques fiscales dommageables et échange de renseignements concernant les décisions fiscales

- Plus de 285 régimes préférentiels examinés
- 30 000 échanges de rescrits fiscaux

Action 6: Empêcher l'utilisation abusive des conventions fiscales – Instrument multilatéral

- 94 juridictions ont adhéré, couvrant plus de 1 600 conventions fiscales,
- 41 juridictions avaient ratifié la Convention en janvier 2020

Action 13 – Déclarations pays par pays (CbCR)

- 84 juridictions ont mis en place une législation pour l'échange des déclarations pays par pays
- Consultation publique le 17 mars 2020

Action 14 – Mécanismes de règlement des différends (MAP)

- 60 pays évalués et 1 315 recommandations effectuées



DÉFIS FISCAUX SOULEVÉS PAR LA NUMÉRISATION DE L'ÉCONOMIE



Numérisation de l'économie: état des lieux

Tensions au sein du système

Facteurs de rééquilibrage

Forte numérisation de l'économie

Règles obsolètes

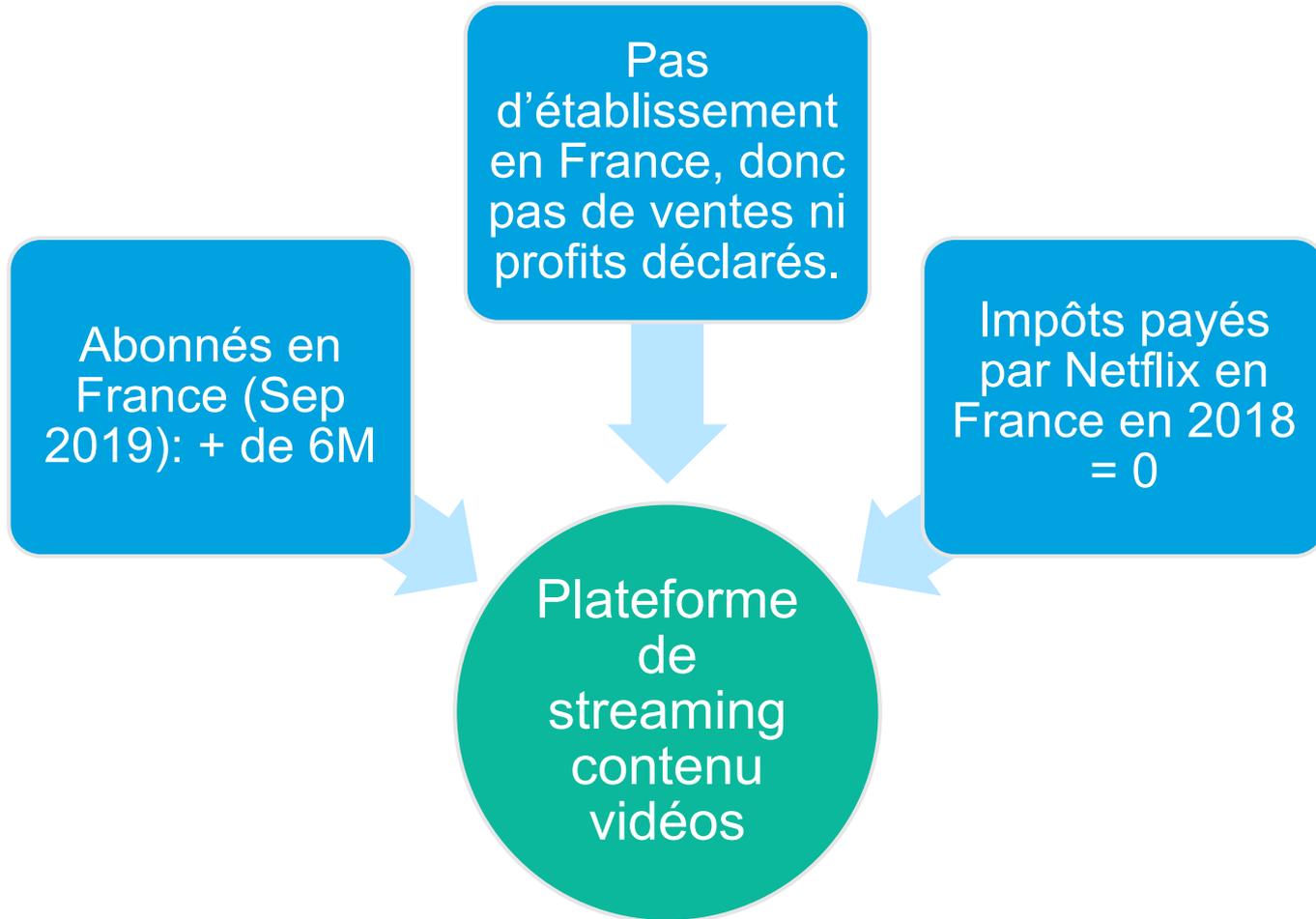
Contentieux fiscaux
Mesures unilatérales
(Taxe GAFA etc)

Soutien politique
G20/G7/ Cadre
Inclusif sur BEPS

Déclaration du
Cadre Inclusif
Janvier 2020



Illustration de la problématique





Réactions internationales

Taxation of the digitalized economy – direct taxes

Direct Taxes (e.g., DST / WHT / Digital PE)

1. Australia
2. Austria
3. Belgium (DST / PE)
4. Canada
5. Chile
6. Costa Rica
7. Czech Republic
8. Denmark
9. Egypt
10. Finland
11. France
12. Germany (WHT)
13. Greece
14. Hungary
15. India (Equal Tax / PE)
16. Indonesia
17. Israel (DST / PE)
18. Italy
19. Kenya
20. Latvia
21. Malaysia
22. Mexico
23. New Zealand
24. Nigeria
25. Norway
26. Pakistan
27. Poland
28. Romania
29. Russia
30. Singapore
31. Slovakia (DST / PE)
32. South Korea
33. Spain
34. Sweden
35. Switzerland
36. Taiwan
37. Thailand
38. Tunisia
39. Turkey (WHT / DST)
40. United Kingdom
41. United States
42. Uruguay
43. Vietnam
44. Zimbabwe

19 Legislation Implemented

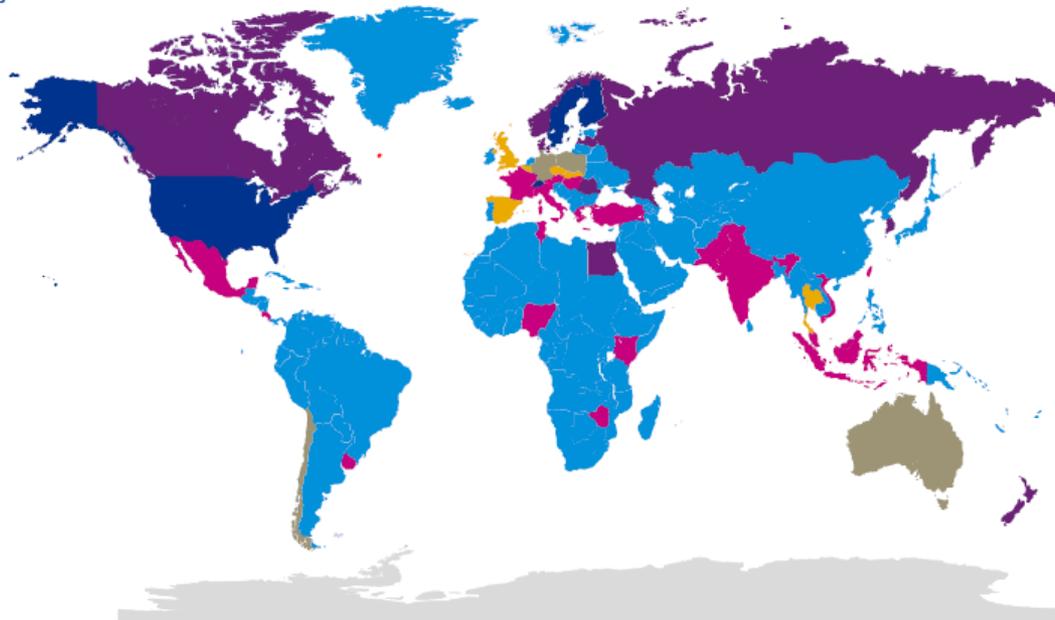
6 Draft Legislation / Public Consultation

9 Public Announcement / Intention to Implement

4 Rejection of a Public Announcement / Proposal

6 Waiting for Global Solution

No Development



To learn more about Taxation of the digitalized economy read.kpmg.us/digital-economy

"The designations employed and the presentation of material on this map do not imply the expression of any opinion on the part of KPMG LLP concerning the legal status of any country, territory, city or any area or of its authorities or concerning the delineation of its frontiers or borders."



Note Politique (Jan 2019) et Programme de Travail (Mai 2019)

Pilier 1

Répartition des bénéfices
et nouvelle règle du lien

Pilier 2

Impôt minimum
(GloBE)

Analyse économique et évaluation d'impact

Solution à long terme fondée sur
un consensus d'ici la fin de 2020



Outcomes IF Plenary

29-30 January 2020

Les membres ont approuvé

- Une Déclaration “politique”
- Contours de l’architecture de l’approche Unifiée au titre du Premier Pilier
- Annexe: Programme de Travail révisé au titre du Premier Pilier
- Note de Progrès au titre du 2nd Pilier



Déclaration du Cadre Inclusif (CI) sur BEPS (Janvier 2020) et résumé

Engagement à parvenir à une solution consensuelle d'ici la fin de 2020.

Prochaine étape: réunion de juillet du CI où un accord politique sur l'architecture détaillée sera recherché

Décision clé: approche unifiée comme base de négociation d'une solution consensuelle

- Prévoyant un nouveau lien et de nouvelles règles de répartition des bénéfices.
- Cela nous éloigne de l'examen de trois propositions concurrentes dans le cadre du premier pilier pour relever les défis fiscaux de la numérisation.
- Révision du programme de travail convenu en mai 2019 pour refléter la nouvelle orientation de ce travail.



Déclaration du Cadre Inclusif sur BEPS (Janvier 2020) et résumé (suite)

Pris note de la Proposition américaine de « Safe Harbour », mais la décision a été différée

- De nombreux pays exprimant des préoccupations.
- Travaux seront effectués pour explorer cette proposition.

Progrès importants dans la conception technique du deuxième pilier (proposition GLoBE)

- Vise à résoudre les problèmes BEPS restants
- Garantir que les entreprises internationales paient un niveau minimum de taxe. Il reste du travail

Travail technique sur les deux piliers et les principales différences restent à résoudre entre les pays sur les questions critiques de conception et de politique.

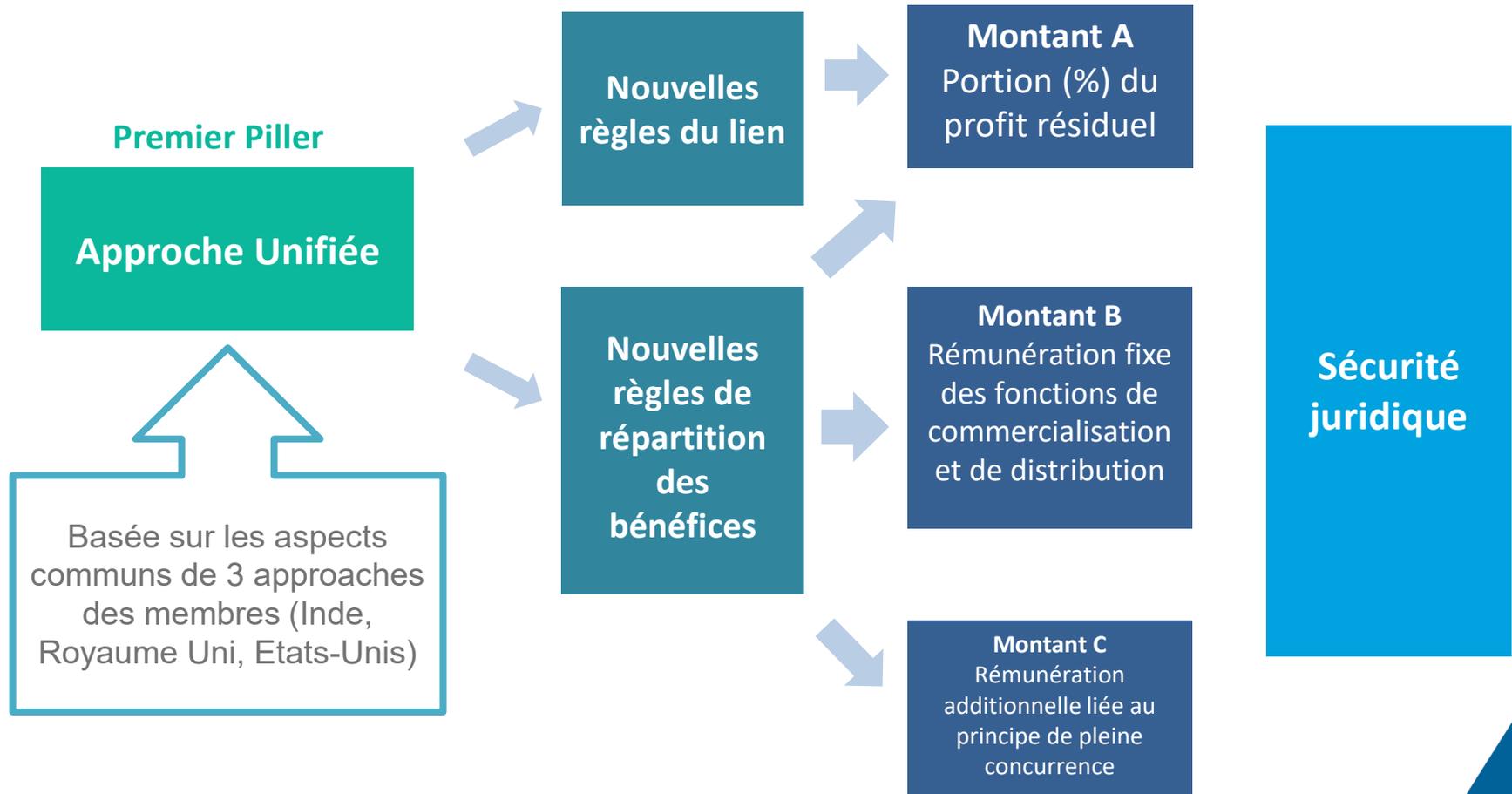


PREMIER PILIER

Approche Unifiée

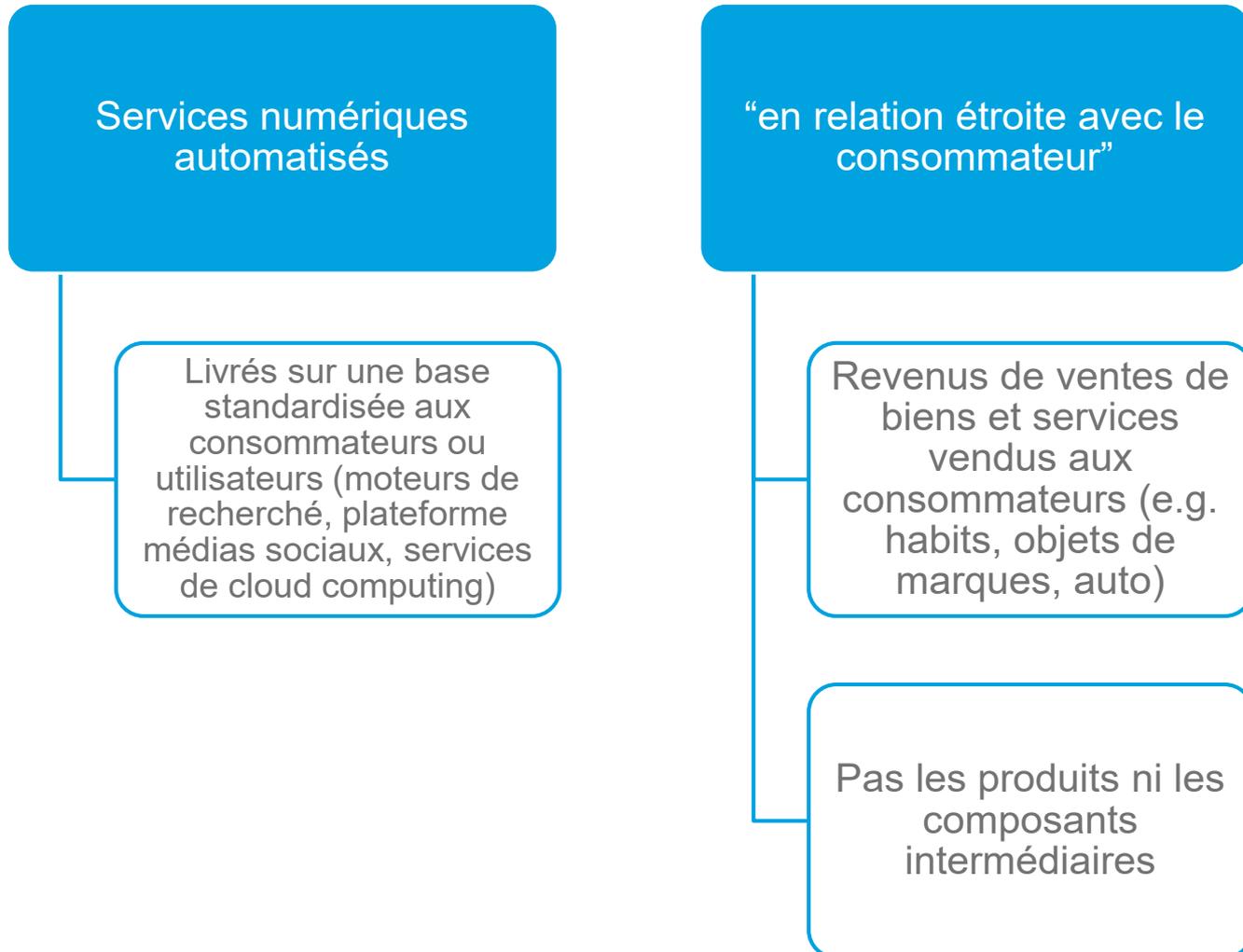


“Approche Unifiée” sous le Premier Pilier– Grandes lignes approuvées en janvier 2020





Montant A: le nouveau droit d'imposer



1. Turnover Test

Only MNEs the turnover of which exceed EUR [x] are taken into account for Amount A liability

2. Activities Test

Only automated digital services and consumer-facing activities are taken into account for Amount A liability

3. De Minimis Test on In-Scope Revenues

Only the in-scope revenues from aggregated consumer-facing activities and/or automated digital services exceeding EUR [x] are taken into account for Amount A liability

4. Business Lines Profitability Test

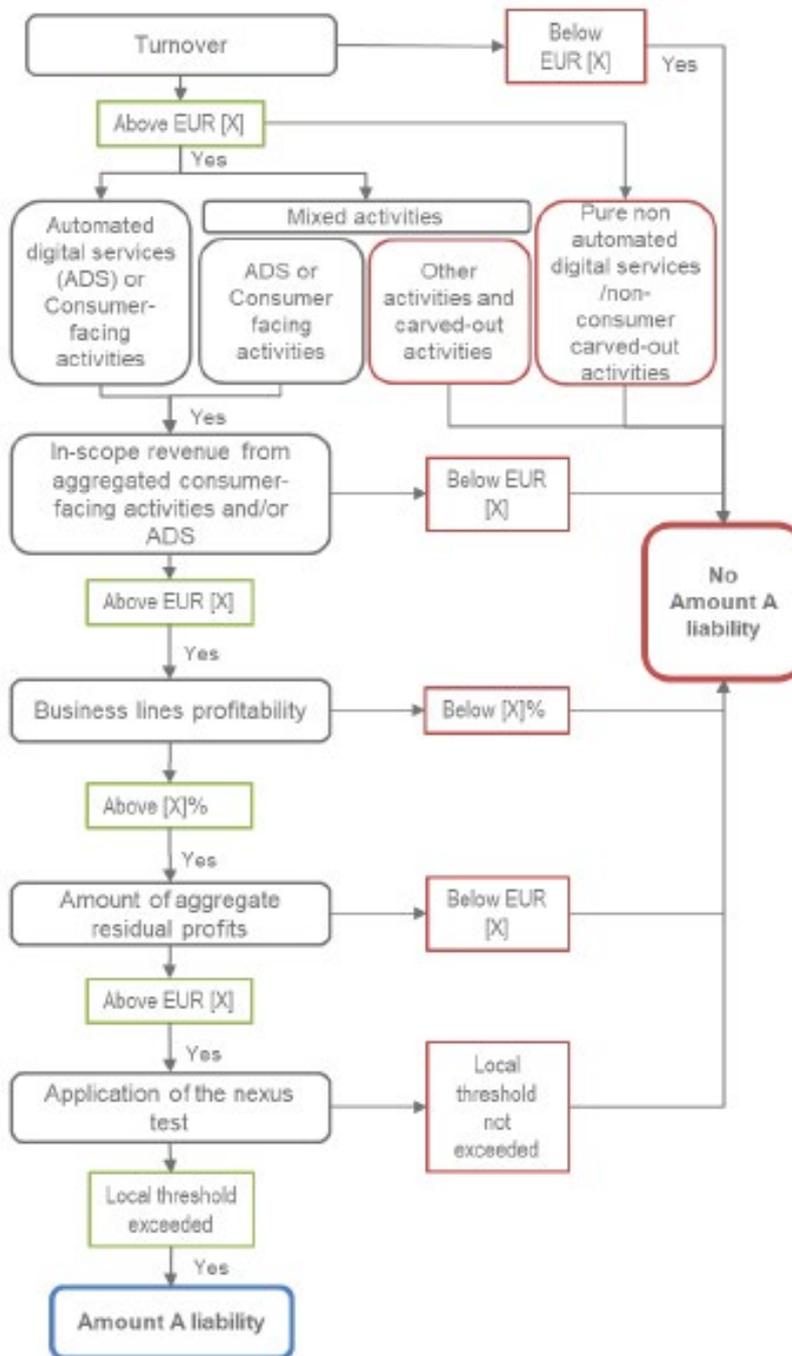
Only the in-scope revenues falling within business lines the profitability of which exceed [X]% are taken into account for Amount A liability

5. De Minimis test on Aggregate Residual Profits

Only if the amount of aggregate deemed residual profits exceeds EUR [x] is Amount A calculated and reallocated

6. Nexus Test in each Market Jurisdiction

Amount A is allocated to market jurisdictions that meet the nexus threshold (local revenue, other factors)



Champ d'application 6 tests

- Chiffre d'affaires
- Activités
- Revenue minimum (1)
- Profitabilité des branches d'activités
- Revenue minimum (2)
- Seuil de marché



Annexe A: Programme de travail révisé

1. Scope of Amount A

2. New nexus and related treaty considerations for Amount A

3. Tax base determinations

4. Quantum of Amount A

5. Revenue sourcing rules under Amount A

6. Elimination of double tax under Amount A

7. Interactions between Amounts A, B and C and potential risks of double counting

8. Features of Amount B

9. Dispute prevention and resolution for Amount A

10. Dispute prevention and resolution for Amounts B and C

11. Implementation and administration



SECOND PILIER

Note de progrès



Aperçu de la proposition

Règle d'inclusion du revenu

- Règle d'inclusion
- Règle de substitution

Impôt sur les paiements ayant pour effet d'éroder la base d'imposition

- Règle relative aux paiements insuffisamment imposés
- Règle d'assujettissement à l'impôt

Coordination

- Coordination des règles
- Simplification
- Seuils
- Compatibilité avec les obligations internationales



Les résultats escomptés

Réduire les incitations fiscales en faveur du transfert de bénéfices

Protéger la base d'imposition du pays de la source et du pays de résidence

Améliorer la cohérence et la prévisibilité des résultats

Des règles efficaces, faciles à appliquer et qui n'imposent pas des coûts de conformité excessifs

Elle ne s'oppose pas au droit d'une juridiction de fixer son propre taux d'imposition, bien qu'elle limite la possibilité de définir des taux très bas



Calendrier ambitieux

2020

Fin 2020

29-30 January

**Inclusive
Framework
Meeting, Paris,
France**

**22-23
February**

**Réunion des
Ministres des
Finances du G20
Entérine les
progrès réalisés**

1-2 July

**Réunion du
Cadre Inclusif,,
Berlin, Allemagne
“accord sur les
éléments
politiques clés”**

18-19 Juillet

**Réunion des
Ministres des
Finances du G20**

**21- 22
Novembre**

**Sommet des
dirigeants du
G20, Arabie
Saoudite**



PLUS D'INFORMATIONS

Séverine BARANGER

Conseillère, Cabinet du Directeur

OCDE – Centre de politique et d'administration fiscales

Severine.baranger@oecd.org

SITE WEB

<http://www.oecd.org/fr/fiscalite/beps/>